

AFRICA: 15 JANVIER 2018 : (Une première base pour la Force africaine en attente, futur bras armé de l'Union africaine)



Le site devant abriter le pôle logistique du continent a été ouvert à Douala par le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Cherqui, et le Premier ministre du Cameroun, Philémon Yang. L'inauguration de la Base logisitique continentale (BLC) de l'UA a eu lieu en présence de plusieurs personnalités parmi lesquelles le président du parlement panafricain, des membres du gouvernement camerounais, des autorités militaires du Cameroun, des membres du corps diplomatique accrédités au Cameroun et des représentants des partenaires stratégiques de l'UA.

LIRE LA SUITE : AFRICA: 15 JANVIER 2018 : (Une première base pour la Force africaine en attente, futur bras armé de l'Union africaine) [<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2018/1/bur15012018.pdf>]

BURUNDI :

Burundi : 100.000 Barundi à la Prière d'Action,l'UMUGANURO

SOCIETE – Plus de 100.000 Barundi à la prière d'action de grâce 2017-2018, ou l'UMUGANURO 2017, présidée par la famille présidentielle.

A Kayanza, au stade de Gatwaro, ce dimanche 31 décembre 2017, S.E. NKURUNZIZA Pierre, le très populaire Président africain du Burundi [<http://burundi-agnews.org/tdc/> ; <http://burundi-agnews.org/inaugurations/>] a clôturé la prière d'action de grâce 2017-2018, où il a indiqué que l'année 2018 sera une année de nouveau départ, une année de délivrance et enfin une année de succès pour le Burundi et les Barundi.

Près d'une centaine de milliers de Barundi se sont rendu à cette prière d'action de grâce 2017-2018 qui a duré 1 semaine à Kayanza.

Il s'agit d'une tradition millénaire ancestrale africaine liée à l'arrivée du Solstice d'Hiver. Chez les Barundi, c'est la naissance de KIRANGA, représentant d'IMANA sur la TERRE. KIRANGA est apparu au moment où le SOLEIL illuminait la TERRE (solstice de décembre) , et 3 Etoiles de la Constellation d'ORION (à 1.344 années lumière de la TERRE) étaient alignées avec SIRIUS (l'étoile principale de la constellation du Grand Chien et l'étoile la plus brillante du ciel après le SOLEIL – SIRIUS est à 8,6 années lumière du Soleil).

Cette période, chez les Barundi, autrefois, c'était l'UMUGANURO, la plus grande fête communautaire, fête très importante, un très grand moment de Bilan, de remerciement à IMANA (le créateur de l'Univers et des lois de l'UNIVERS). C'était un moment important de partage ...

Pourquoi les Barundi aiment beaucoup remercier IMANA (aujourd'hui on parle de prier) ?

Des références Barundi parlent de la Société des Barundi et de sa Structure d'antan, comme MVUYEKURE Augustin (Le catholicisme au Burundi-1922-1962), GAHAMA Joseph (Le Burundi sous administration belge: la période du mandat 1919-1939), NDORICIMPA Léonidas, NTABONA Adrien, et BARANYANKA Charles.

Il y a 4,5 Milliards d'années, IMANA (le maître ou le Chef de l'UNIVERS), grâce aux VIBRATIONS émises (cfr. ONDES GRAVITATIONNELLES) par SON INSTRUMENT (LE TAMBOUR / INGOMA Y'ABARUNDI) va créer notre TERRE.

La 1ère trace du MONOTHEÏSME sur Terre, comme on le précise à l'UNESCO, est daté vers 15.000 ans avant l'ère Occidentale, dans la région des GRANDS LACS AFRICAINS.

A cette époque, la Société des BARUNDI est déjà structurée par les Descendants DISCIPLES de KIRANGA, le 1er propriétaire d'ITONGO (Une parcelle de la TERRE), reçu d'IMANA (le maître ou le Chef de l'UNIVERS). KIRANGA devient : le 1er chef de FAMILLE ; le 1er CHEF de Colline ; le 1er CHEF d'ETAT – 1er MWAMI), d'où le 1er Représentant d'IMANA sur Terre. KIRANGA a structuré la SOCIETE BARUNDI autour d'un même principe philosophique (de SPIRITUALITE) disant que la VERITE doit être JUSTE et HARMONIEUSE (*). C'est à dire les 3 qualités retrouvées dans toutes choses existantes dans NOTRE UNIVERS. Il s'agit de LA LOI PRIMORDIALE DE L'UNIVERS.

GIHANGA, un des DISCIPLES de KIRANGA, par la suite, organisera STRUCTURELLEMENT CETTE SOCIETE BARUNDI, avec toujours la même SPIRITUALITE, en HUTU (GARANT DE LA VERITE), TUTSI (GARANT DE LA JUSTICE), TWA ou ABAPFUMU – SAVANTS CHERCHEURS – (GARANT DE L'HARMONIE).

Cette SOCIETE BARUNDI prend son fondement depuis la FAMILLE, la COLLINE (plusieurs FAMILLES – UMURYANGO : Le CLAN), l'Ensemble de plusieurs collines – la PROVINCE (plusieurs CLANS), l'ETAT (INGOMA – Un ensemble où vivent plusieurs CLANS originaires d'un même TERRITOIRE, ayant une même SPIRITUALITE : L'ETHNIE), L'Ensemble de

plusieurs ETATS (plusieurs ETHNIES), L'EMPIRE (ensemble où vivent plusieurs ETHNIES originaires de territoires différents, ayant une même SPIRITUALITE), ... jusqu'à l'UNIVERS. LA SPIRITUALITE qui unie tous ces INDIVIDUS (UMUNTU / ABANTOU) à quelques niveaux qu'ils soient est appelé par le MPUFUMU Camerounais Mbog BASSONG : L'UNIVERSISME

Au sein des ABAPFUMU (Savants chercheurs), on trouve les TWA (Les physiciens BARUNDI ou scientifiques) et les DESCENDANTS DISCIPLES de KIRANGA qui sont structurés en : a) les BISHEGU (Les prêtres : 1/ les petits bishegu nyakere ; les grands bishegu – ibishegu vy'inkoro –); b) 1 MUHANUZI (le chef des BISHEGU ou LE GRAND PRÊTRE).

Le dernier MUHANUZI Barundi, sous MWAMBUTSA BAGIRICENGA, était NTIRWIHISHA alias RUNYOTA (celui qui est induit de Cendres) KANYARUFUNSO (celui des Papyrus).

Pour montrer à quoi servait un MUHANUZI dans la SOCIETE BARUNDI, voici ce que nous rapporte un fils d'un MUTWARE (Chef de Province) qui a vécu à l'époque du Muhanuzi RUNYOTA, évoquant ce que son père lui disait :

“Je vais t'expliquer comment il est devenu Runyota. J'étais un homme adulte, j'avais une femme, j'avais même un enfant. C'était au mois de mai, au moment de la fin des pluies; il est passé à travers les hameaux. Il était en train de kubandwa, il amena des bishegu (initiés au culte de kubandwa) dont on devait remplir les paniers... Ces bishegu étaient extraordinaires. Runyota disait – Moi je vais chasser les Belges du pays, ainsi qu'interdire l'argent. Ne payez pas l'impôt! Celui qui payera l'impôt verra d'ailleurs l'argent se transformer en cendres -. Nous, les gens, nous ne sommes pas compliqués, nous l'avons applaudi” (cfr. Gahama Joseph).

Les Colons Belges avaient touché à l'HARMONIE de la SOCIETE BARUNDI, en amenant l'ARGENT, dans cette SOCIETE à base DEMOCRATIQUE COMMUNAUTAIRE vouée à IMANA.

KANYARUFUZO RUNYOTA, face au DANGER de voir LA VERITE devenir L'ARGENT, rappelant LA LOI FONDAMENTALE (cfr. LA LOI DE L'UNIVERS) , se bat pour interdire aux HUTU BARUNDI (garants de la VERITE, la PRODUCTION) et aux TUTSI (garants de la JUSTICE, les gestionnaires), de devenir CAPITALISTES. Surtout, en même temps, KANYARUFUZO rappelle notamment aux BATWARE, de faire leur TRAVAIL en chassant les Belges.

C'est aussi un appel du pied, au CONSEIL DES GRANDS BATWARE, à faire respecter la DECISION du dernier UMUGANIRO, où le MWAMI MWAMBUTSA devait céder au plus vite sa place au MWAMI NTARE, qui rappellera à chaque CHEF DE FAMILLE BARUNDI de surveiller son ITONGO, à cause du DANGER que représente LES BELGES, à qui se sont associés LES HIMA BARUNDI (LES BARUNDI DU DESORDRE).

[Histoire du Burundi : Réflexion Synergie Africaine 2007 – Invité Mzee BARANYANKA Charles – KIRANGA <https://www.youtube.com/watch?v=5R3cU1jqx9g>]

En conclusion, les cultes, comme cette action de grâce annuelle qu'organise la famille présidentielle burundaise, servaient autrefois de prière dans la société Barundi, ainsi à chaque niveau de la société, en partant de la famille (avec le Culte des Ancêtres -Quotidien- que le Chef de Famille préside), passant par les collines et les provinces (avec le Culte de KUBANDWA; présidé selon par les petits bishegu nyakere ou les grands bishegu “ibishegu vy'inkoro”), dont au niveau de l'ETAT INGOMA (avec le culte de l'UMUGANURO : 1 fois par an ; présidé par KIRANGA, car c'est son anniversaire – un sacrifice lui était dévoué – et son épouse MukaKiranga, représentée par la grande prêtresse). Le Chef de l'Etat chez les BARUNDI est considéré comme le Frère de KIRANGA.

[Histoire du Rwanda – Burundi : Réflexion Synergie Africaine 2007 – Invité Mzee NYETERA Antoine – RYANGOMBE – KIRANGA -01 : <https://www.youtube.com/watch?v=IQMQ3Z3XIm4>]

(*) La MAAT.

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 2 janvier 2018

Burundi : une grâce présidentielle à plus de 2 000 prisonniers à l'occasion des fêtes de fin d'année

Par : french.china.org.cn | Mots clés : Burundi

French.china.org.cn | Mis à jour le 01-01-2018

Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a accordé dimanche une grâce présidentielle à plus de 2 000 prisonniers au cours d'un message adressé à la nation.

"Dans le souci de faire montre d'une paix qui règne dans le pays et de la dignité de la personne humaine dans le pays et en nous nous référant à l'article 113 de la Constitution, il est accordé la grâce à cinq catégories de prisonniers", a déclaré le président.

Il a annoncé que cette grâce concerne plus de 2 000 personnes qui vont être libérées.

Il s'agit, a-t-il dit, des prisonniers dont la peine ne dépasse pas cinq ans, des femmes enceintes et allaitantes, des personnes vivant avec un handicap évident, des prisonniers qui viennent de passer plus de la moitié de leurs peines d'emprisonnement ainsi que d'autres prisonniers vu la lourdeur de leurs chefs d'accusation et leurs comportements dans leurs vies carcérales.

A tous les bénéficiaires de cette grâce, le chef d'Etat leur a demandé de bien se comporter dans leurs milieux d'accueil au retour des maisons d'arrêt afin d'éviter le récidivisme qui les ramènerait dans des prisons.

Le président a rappelé que grâce à la grâce présidentielle de l'année dernière, 2 576 prisonniers ont été libérés des différentes prisons du pays.

Dans son évaluation du domaine de la justice en 2017, il a fait savoir que le gouvernement a pris en charge 1 511 personnes indigentes et/ou ayant un handicap en leur procurant gratuitement des avocats. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

RWANDA :

La Chine espère renforcer ses échanges avec le Rwanda, selon Wang

Par : french.china.org.cn | Mots clés : Rwanda-Chine-échanges

French.china.org.cn | Mis à jour le 14-01-2018

La Chine veut renforcer ses échanges avec le Rwanda dans différents domaines - de la gouvernance à la culture - a déclaré samedi le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

Lors de sa rencontre avec le président rwandais, Paul Kagame, dans la capitale rwandaise, Kigali, M. Wang a salué les bonnes relations des deux pays, marquées depuis de longues années par la compréhension, la confiance et le soutien mutuels.

Soutenu par son peuple, le Rwanda a emprunté le chemin d'un développement adapté, a dit M. Wang, ajoutant que la Chine veut renforcer ses échanges avec le Rwanda en matière d'expérience de la gouvernance et consolider la confiance politique mutuelle.

La Chine espère également intensifier la coopération pragmatique avec le Rwanda ; renforcer les échanges culturels afin de stimuler la compréhension mutuelle ; et consolider la communication et la coordination afin d'améliorer les capacités communes à relever les défis régionaux et internationaux, a dit M. Wang.

Pour sa part, M. Kagame a dit que l'Afrique fait confiance à la Chine et qu'elle veut la voir jouer un rôle plus important sur le continent.

Le président a remercié la Chine pour son soutien et sa contribution dans le développement du Rwanda et pour le choix du Rwanda comme première escale du voyage de M. Wang en Afrique, une décision qui aura une importance significative dans les futures relations sino-rwandaïses.

M. Wang a dit que la Chine aidera M. Kagame à exercer les fonctions de la présidence tournante de l'Union africaine, et espère renforcer l'unité de l'Afrique ainsi que son statut au niveau mondial.

Il a également dit que la Chine espère intensifier la communication avec le Rwanda afin de s'assurer que le sommet du Forum sur la coopération sino-africaine, qui se tiendra en Chine cette année, devienne un événement historique qui renforcera l'amitié et l'unité de la Chine et de l'Afrique.

M. Wang, qui est en Afrique pour son premier voyage du nouvel an, se rendra également en Angola, au Gabon ainsi qu'au Sao Tomé-et-Principe. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

Déo Mushayidi : Théologien, rebelle FPR et prisonnier politique

Publié : le 20 décembre 2017 à 15:51 | Par Jambonews | Catégorie: A la une, Opinion

<http://www.jambonews.net/actualites/20171220-deo-mushayidi-theologien-rebelle-fpr-et-prisonnier-politique/>

Mushayidi est né en 1961 dans l'ancienne commune de Sake, à Kibungo, à l'est du Rwanda. Son père a été tué en 1961 pendant les violences liées à la révolution sociale et politique de 1959. Sa mère et ses deux sœurs ont été tuées pendant le génocide de 1994. A l'exception de sa femme et de ses deux enfants vivant actuellement au Canada, Mushayidi n'a plus de famille.

Cette tragédie familiale l'a tellement marqué qu'il s'est fixé comme un devoir de favoriser l'instauration d'un Etat de droit et le respect des droits humains au Rwanda. Formé chez les Frères Joséphites où il aura passé 12 ans, d'abord en tant qu'élève, puis en tant qu'enseignant au Rwanda (1984 – 1986), en République Démocratique du Congo (1986 – 1988) et enfin au Burundi (en 1988) avant d'être envoyé en Suisse pour y poursuivre sa formation en Théologie et en Philosophie à l'Université de Fribourg.

Rattrapé par la guerre de 1990, il s'engage dans le FPR qu'il va représenter en Suisse pendant toute la durée du conflit. Il avait été séduit par le programme politique théorique du FPR qui rencontrait son idéal. Fidèle à son engagement religieux, Mushayidi prend soin d'informer ses supérieurs avant son engagement public au Front Patriotique Rwandais (FPR). Voici l'extrait sa lettre datée du début 1992 « Ma conscience ne me permet pas de combiner ma vie religieuse avec un engagement politique quel qu'il soit. Je me sens déjà engagé politiquement. Je n'ignore pas que la communauté ne peut jamais accepter cela. J'ai fait un choix, je m'en vais mais ma ligne politique restera intimement liée avec les valeurs que la communauté des Frères Joséphites défend»

La ligne politique de Déo ne s'éloignera jamais de cette foi religieuse acquise chez les Joséphites. Alors qu'il vient de perdre toute sa famille dans la tragédie de 1994, il rentre au Rwanda pour contribuer à la reconstruction nationale. A ce titre, il travaillera comme bénévole au Secrétariat général du FPR, à partir d'août 1994. Mais dès mars 1995, des divergences avec le leadership du FPR et les violations répétées des droits humains par le régime l'amènent à rompre définitivement avec ce mouvement et à embrasser une nouvelle carrière comme journaliste.

Il collabore avec différentes publications dans lesquelles il dénonce la corruption généralisée et les violations des droits humains commises par les nouveaux maîtres du Rwanda. Ses écrits engagés et très critiques à l'égard du FPR finiront par agacer le régime qui l'accusera publiquement de subversion politique.

En 1996, fort de son expérience et de sa combativité dans les médias de l'époque, il est élu président de l'Association des Journalistes du Rwanda (AJIR). Il devient également le secrétaire exécutif du Centre pour la promotion de la liberté d'expression et de la tolérance dans la région des Grands Lacs. En 1999, il devient directeur de la Maison de la Presse avant d'en devenir un employé jusqu'au moment de sa fuite vers la Belgique en avril 2000.

En Belgique, où il reçoit très vite l'asile politique, il décide d'animer l'opposition en exil. Militant des premières heures au sein du Dialogue inter-rwandais et de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, Mushayidi a toujours collaboré avec ses compatriotes Hutu, Twa et Tutsi dans les différents mouvements politiques qu'il a cofondés ou rejoints.

Il s'est distingué notamment au sein de l'alliance « Igihango » et au Partenariat Intwari avant de fonder, en novembre 2008, le Pacte de Défense du Peuple (PDP-Imanzi) aujourd'hui devenu Pacte Démocratique du Peuple (PDP-Imanzi). Au sein du Partenariat Intwari, il se distingue particulièrement en cosignant, avec ses collègues en janvier 2008, un Mémoire très fouillé sur le génocide rwandais qui est adressé au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En 2009, il décide de quitter l'Europe pour poursuivre, en Tanzanie, la lutte pour un Etat de droit au Rwanda. Au moment de son enlèvement le 5 mars 2010, il préparait son entrée au Rwanda pour rejoindre ses amis Me Ntaganda Bernard et Mme Ingabire Victoire qui dénonçaient avec force la dictature du FPR. Jusqu'aujourd'hui, malgré son emprisonnement, Mushayidi reste le président du PDP – IMANZI dont l'objectif est la réconciliation de tous les Rwandais et l'établissement d'un Etat de droit basé sur une démocratie consensuelle.

Son enlèvement des 4 et 5 mars 2010

Petit à petit, le voile se lève sur le kidnapping de Déo. Le jeudi 4 mars, Déo Mushayidi est arrêté par des policiers tanzaniens dans la ville de BUKOBA (Tanzanie). Il est immédiatement conduit à la frontière du Burundi puisqu'il voyageait avec un passeport burundais. La Police burundaise des Ais, des Frontières et des Etrangers (PAFE) le transfère à Bujumbura dans la soirée.

Le vendredi 5 mars vers 10 heures, il parvient à téléphoner à ses amis du PDP-Imanzi résidant en Europe et leur explique sa situation. Le parti a essayé d'expliquer, aux responsables de la police, la qualité d'opposant de Mushayidi. Selon Mushayidi lui-même, ces responsables burundais ont assuré qu'ils lui apporteraient de l'aide nécessaire étant donné sa situation d'opposant politique.

Ce même jour vers 15 heures, les responsables du PDP perdent tout contact téléphonique avec lui. Inquiets, ils tentent à nouveau, mais en vain, de joindre les responsables du PAFE. A partir de cet instant plus aucun policier ou agent de l'immigration ne sera joignable.

Finalement, c'est par un article du site internet du New Time de Kigali que la nouvelle de sa capture et sa déportation à Kigali se répandra. Déo Mushayidi ne faisait pas l'objet d'un mandat d'arrêt international. Les autorités burundaises se sont, par cet acte, rendues coupables d'un enlèvement et ont remis à un autre Etat un homme qu'elles savaient être un opposant politique et qui risquait sa vie.

D'après nos informations, une fois que Mushayidi était dans les mains de la police burundaise, le général Adolphe Nshimirimana, alors chef du renseignement burundais, aurait convoqué une réunion d'urgence pour statuer sur son cas. C'est après cette courte réunion qu'il aurait appelé son ami M. Didier Nyaruhirira, alors chef du renseignement dans l'ambassade du Rwanda à Bujumbura, pour lui remettre Mushayidi. Il a été mis dans une ambulance accompagnée de Nyaruhiriri lui-même et d'un autre agent du renseignement rwandais répondant au prénom de Gaspard.
Son procès et sa vie en prison

Le 24 février 2012, après un procès de presque 2 ans sans témoins ni à charge, ni à décharge, la Cour Suprême du Rwanda a confirmé la peine de réclusion à perpétuité prononcée par le Tribunal de Kigali à l'égard de Déo Mushayidi et ce, pour atteinte à la sûreté de l'Etat, usage de faux et incitation à la désobéissance civile. Il purge sa peine à la prison de Mpanga dans le sud du Pays mais il garde l'espoir car selon lui : « le régime qui l'a condamné à vie ne durera pas toute une vie ».

Aujourd'hui, malgré les conditions déplorables dans lesquelles il se trouve, il est et reste le président incontesté du PDP-Imanzi. Par intermédiaire des représentants de sa formation politique au Rwanda, il est consulté pour toutes les activités du parti, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

Le PDP-Imanzi, a décidé, depuis 2015, de s'associer à quatre autres partis d'opposition : les FDU-Inkingi, le RNC, PS-Imberakuri et Amahoro – PC, pour former la « Plateforme P5 » dont l'objectif est d'aider les Rwandais à se doter d'une véritable démocratie et d'une véritable réconciliation nationale.

Lorsqu'il fut condamné en première instance en septembre 2011, il déclara :

Lève-toi mon peuple. Je n'ai pas pêché. Je suis innocent. Si le pouvoir estime que ma mort ou mon emprisonnement est une solution à ses problèmes, il se trompe. Pour l'amour de mon peuple, cette détention je la vis, je la souffre, je l'endure. Je ne demande pas à mon peuple de m'être reconnaissant, il n'a aucune dette envers moi, c'est moi qui lui dois beaucoup. Je me réjouirai de la joie qu'a mon cœur grâce à mon engagement et à ma détermination. Je ne demanderai à personne de

me prendre en pitié, je ne suis pas pitoyable. Si vous m'aimez, soutenez la cause que j'ai défendue et que je défendrai de mon vivant, à savoir la liberté, l'amour entre les Rwandais, le respect mutuel et la promotion de la liberté pour tous.

Ainsi résuma-t-il le sens et la profondeur de son engagement.

Jambonews.net

RDC CONGO :

Comme poursuivi par la «malédiction de Mobutu» : Monsengwo en train de rater sa sortie d'Eglise !

<http://digitalcongo.net/article/5a5a6a7f2dba8b00049d1940>

Kinshasa 13/01/2018 Politique - Normalement en fin carrière depuis 2014 – année de ses 75 ans d'âge fixés par la loi canonique pour la retraite – le cardinal a pleinement conscience du fait que toute initiative à caractère politique susceptible de l'engager aboutit à un succès ou à un échec devant rejaillir sur sa personne physique...

Au cours de ces 27 dernières années (1990-2017), le prélat s'est fait le pion majeur catholique sur l'échiquier politique national. Si, entre 1990 et 1997, il a réussi facilement à affaiblir Mobutu Sese Seko et Etienne Tshisekedi en jouant la carte Léon Kengo, si également entre 1997 et 2001 il a également réussi à affaiblir Laurent-Désiré Kabila en jouant la carte Tshisekedi et Kengo, il semble avoir du mal à réaliser le même exploit face à Joseph Kabila contre qui il a successivement utilisé Etienne Tshisekedi jusqu'à sa mort le 1er février 2017, mais aussi Moïse Katumbi et maintenant Félix Antoine Tshilombo.

Aujourd'hui, il abat la carte Clc avec Isidore N'Daywel et Thierry Nlandu, entraînant cette fois dans l'aventure une partie de la Cenco. Visiblement, le prélat peine à se défaire de la «malédiction de Mobutu»...

Il se raconte à ce propos que, profondément affecté par le devoir d'ingratitude exercé à son égard par le prélat dont il s'était fait le parrain pour le promouvoir au détriment des prétendants au titre de monseigneur, le maréchal Mobutu, descendu en flammes à la Conférence nationale souveraine (Cns) présidée pourtant par Laurent Monsengwo Pasinya, aurait souhaité à ce dernier «bonne chance» dans la réalisation de ses ambitions politiques. «Il veut prendre ma place», aurait-il confié à ses proches !

Depuis 1991, comme pour confirmer cette malédiction, tout ce à quoi le prélat touche se désintègre.

On peut citer :

1. EN 1992

- marche des Chrétiens du 16 février réprimée dans le sang ;

- élection d'Etienne Tshisekedi au poste de Premier ministre le 15 août en ayant conscience des effets de la succession d'un Katangais par un Kasaien dans le contexte inflammable de l'époque. D'où l'épuration ethnique attribuée au Premier ministre déchu Nguz et au Gouverneur de région Kyungu ;

- fin en catastrophe de la Cns le 6 décembre...

2. EN 1994

- neutralisation du schéma Conférence nationale souveraine et Conclave politique de Kinshasa ;

- préconisation, par lui, du schéma dit 3ème voie ayant favorisé le retour de Léon Kengo à la primature.

3. EN 1995

- défenestration du Bureau du Haut Conseil de la République-Parlement de Transition (Hcr-Pt) à la suite du deal passé entre les Fpc de Mobutu et l'Usor/Udps d'Etienne Tshisekedi et Frédéric Kibassa.

4. EN 1997

- tentative de retour de Mgr Monsengwo au poste de président du Bureau du Hcr-Pt dans la perspective de la succession du maréchal Mobutu à l'approche de la prise de Kinshasa par les éléments de l'Afdl ;

- panique du prélat devant la menace de l'Afdl de le verser dans les rangs des traîtres.

5. DE 1997 A 2001

- contestation du Pouvoir de Laurent-Désiré Kabila ;

- lobbying auprès des Occidentaux pour bloquer toute assistance en direction de la RDCongo ;

- lobbying auprès de la communauté internationale pour des enquêtes sur les présumés massacres des réfugiés rwandais pendant la guerre de libération avec pour conséquence la guerre du 2 août 1998 à la base des millions de morts, des blessés, de déplacés internes et d'exilés pour causes directes ou indirectes à ce conflit.

6. DE 2001 A 2003 PENDANT LE DIALOGUE INTERCONGOLAIS

- contestation des travaux du Dialogue aux étapes d'Addis-Abeba et de Sun City.

7. DE 2003 A 2006 PENDANT LA TRANSITION ISSUE DU DIALOGUE INTERCONGOLAIS

- contestation de la désignation de l'abbé Apollinaire Malu-Malu au poste de président de la Commission électorale indépendante (Cei) ;

- contestation du processus référendaire ayant conduit à l'adoption de la Constitution actuelle ;

8. EN 2006

- contestation du processus électoral.

9. EN 2011

- contestation des résultats électoraux de la présidentielle sans toutefois donner le score exact du vainqueur et du perdant[H1] .

10. DE 2011 A CE JOUR

- contestation et diabolisation de tous les présidents de la Centrale électorale (Daniel Ngoyi Mulunda, Apollinaire Malu-Malu, Corneille Nangaa) ;

- tentative de rapprochement de l'Opposition radicale (Udps) ;

- soutien aux participants de la réunion de l'Ile de Gorée visant à déstabiliser la RDCongo ;

- soutien aux participants de la réunion de Bruxelles-Genval visant le blocage de tout Dialogue ;

- contestation de la facilitation Edem Kodjo et du Dialogue de la Cité de l'Union africaine (d'où retrait de la délégation de la Cenco) ;

- soutien timide à la médiation Cenco ;

- soutien aux initiatives de «Rassop/Limete» en général et à Moïse Katumbi en particulier ; - «parrainage» du Comité laïc de coordination ;

- soutien à la Marche du 31 décembre 2017 intégrant «Rassop/Limete et Alliés» ;

- volonté de politiser l'épiscopat national au profit de l'Opposition qui lui est favorable.

A l'analyse globale de ses initiatives citées à titre purement indicatif, le cardinal Laurent Monsengwo apparaît effectivement en victime de la fameuse «malédiction de Mobutu».

«TOUT POUVOIR VIENT DE DIEU».

Au fait, libéré par la loi canonique pour fin de carrière, le prélat a le droit d'avoir des ambitions politiques dont celles – légitimes – d'accéder à la magistrature suprême.

Le calendrier électoral étant publié, il doit faire comme tout le monde s'il veut devenir Président de la République : déposer sa candidature à la période prévue à cet effet. D'ailleurs, c'est dans sept petits mois (juillet 2018).

Il se fait seulement qu'il semble plutôt vouloir y arriver par le raccourci anticonstitutionnel du schéma «Transition Sans Kabila». Et même pour cela, il aurait dû éviter le sacrifice du sang des Chrétiens, car il savait la Marche du 31 décembre 2017 piégée par «Rassop/Limete et Alliés» en ce que cette plateforme avait levé l'option d'un 1er janvier 2018 avec un régime spécial et une Constitution tout aussi spéciale.

En effet, une «Transition Sans Kabila» ne peut se concevoir qu'avec une Constitution sans l'alinéa 2 de l'article 70 pour le Président de la République, sans l'alinéa 2 de l'article 103 pour le Député national, sans alinéa 2 de l'article 105 pour le Sénateur et sans alinéa 6 de l'article 197 pour le Député provincial, c'est-à-dire une Constitution faisant tabula rasa des Institutions Président de la

République, Assemblée nationale, Sénat et Assemblées provinciales avec, dans la foulée, la dissolution pure et simple de la Céni, du Csac, de la Cndh et même du Cnsa.

Peut-on un seul instant croire que l'érudit Monsengwo n'ait pas appréhendé ces évidences ?

En attendant, relevons en plus l'adage «Jamais deux sans trois».

Après le sacrifice du sang des Chrétiens en 1992, après celui de 2017, c'est que le prélat risque de mêler son nom à un troisième bain de sang peut-être en cette année 2018, peut-être plus tard !

L'histoire risque de ne retenir alors de lui que des manifestations au cours desquelles des enfants de Dieu – dont il est investi comme berger – soit trouvent la mort, soit sont blessés, soit sont appréhendés quand ils ne basculent pas dans le chômage ou ne sont pas réduits à devenir des réfugiés internes ou des exilés.

La singularité, pour cette fois, est que le prélat pourrait rater sa sortie d'Eglise, entendez sa carrière ecclésiale, pour avoir cru dans l'offre ultime des Opposants incapables de conquérir ou de reconquérir le Pouvoir d'Etat par une autre que celle des urnes. Des Opposants à la recherche désespérée d'une personnalité neutre, issue de surcroît en plus de la société civile !

Hélas !, en se laissant choisir librement son camp, et cela au vu et au su de tout le monde, Laurent Monsengwo s'est disqualifié.

Omer Nsongo die Lema/CP

(CL/Yes)

Coopération : Lambert Mende estime que le développement de la RDC ne dépend pas de la Belgique

<http://digitalcongo.net/article/5a5a69952dba8b00049d193f>

Kinshasa 13/01/2018 Politique - Alors que la Belgique a décidé de réorienter son aide de vingt-cinq millions d'euros vers les ONG locales congolaises, le porte-parole du gouvernement a déclaré ne pas être au courant d'une telle aide, d'autant plus que l'ancienne métropole gèle depuis belle lurette ses appuis financiers en faveur de la RDC.

La dernière décision prise par les autorités belges de revoir les contours de la coopération bilatérale entre leur pays et la RDC continue d'alimenter la chronique politique dans la sphère étatique.

Comme au plus fort de la crise belgo-congolaise des années Mobutu ayant conduit à une rupture diplomatique, les autorités des deux pays ne ratent plus une seule occasion pour se « tirer dessus ». L'escalade verbal a pris une mauvaise pente faisant redouter une rupture qui ne profitera nullement aux deux pays et à leurs peuples.

Des réactions dans le Congo officiel n'ont pas tardé à venir pour recadrer les deux membres du gouvernement belge, Didier Reynders et Alexander de Croo qui, lors de leur audition à la commission des relations extérieures de la Chambre des représentants, n'auraient pas, selon certaines langues, donné la bonne information par rapport à ce qui s'est réellement passé le 31 décembre 2017.

Des informations qui contrastent nettement avec le rapport de la police nationale qui demeure, d'après Lambert Mende, la source la plus crédible dans ce dossier.

En effet, le porte-parole du gouvernement, qui a été le premier à réagir à la décision de la Belgique de réorienter son aide de vingt-cinq millions d'euros vers les ONG locales plutôt que vers le gouvernement pour accomplir certaines tâches dans le domaine humanitaire, s'est interrogé sur l'existence d'un tel montant.

Lambert Mende, cité par actualités.cd, a déclaré ne pas être au courant d'une telle aide dès lors que l'ancienne métropole gèle depuis plusieurs années ses appuis financiers au profit de la RDC.

« Je ne sais pas quand la Belgique avait eu l'intention de nous donner cette aide là », a-t-il indiqué, tout en regrettant que les autorités belges aient pris l'option de soutenir un putsch en RDC plutôt que le processus électoral qui se trouve sur la bonne voie. « Tant mieux pour eux. Nous allons prendre toutes les dispositions pour empêcher tout processus non démocratique dans notre pays. C'est plus facile de soutenir un putsch que le processus électoral. Le processus électoral demande cinq cents millions de dollars. Même avec vingt-cinq millions de dollars, vous pouvez financer un putsch mais nous sommes prêts », a-t-il martelé.

Relativisant la portée d'une telle décision qu'il considère comme sans grand impact sur l'avenir sociopolitique de la RDC, Lambert Mende a fait savoir que son pays n'est pas tributaire de l'aide belge. « Le développement de la RDC ne dépend pas de la Belgique. (...) Ce n'est pas sur la Belgique que nous comptons pour développer notre pays », a-t-il lâché d'un ton ferme.

Alain Diasso/Adiac

(CL/Yes)

CONGO :

Un émissaire du Président Sassou Nguesso auprès de son homologue Joseph Kabila
<http://digitalcongo.net/article/5a58d7a36d04d60004597c55>

Kinshasa 12/01/2018 Politique - Cette visite de 24 heures intervient après la rencontre du 9 janvier dernier à Brazzaville entre le chef de l'Etat congolais et une délégation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO).

Le ministre d'Etat et directeur de cabinet du Président Denis Sassou Nguesso de la République du Congo, Florent Ntsiba, est arrivé vendredi à Kinshasa, par le Beach Ngobila, porteur d'un message du Chef de l'Etat congolais à son homologue de la République Démocratique du Congo, Joseph Kabila Kabange.

Outre le ministre d'Etat, la délégation venue de Brazzaville comprend également Mme Claudia Sassou, conseillère à la présidence, et M. Christophe Muzungu, ambassadeur de la RDC au Congo Brazzaville.

Cette visite de 24 heures intervient après la rencontre du 9 janvier dernier à Brazzaville entre le chef de l'Etat congolais et une délégation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), partie solliciter l'implication du Président Sassou Nguesso dans le dénouement de la crise politique en RDC, en sa qualité de président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

MMC (CL/Yes)

Congo-B: inquiétudes pour les réfugiés rwandais
<http://www.rfi.fr/afrique/20180114-congo-b-inquietudes-refugies-rwandais>
Par RFI Publié le 14-01-2018 Modifié le 14-01-2018 à 03:14

Au Congo-Brazzaville, les organisations de défense des droits de l'homme se disent préoccupées par l'application par le gouvernement, depuis le 1er janvier, de la clause de cessation du statut de plus de 8 000 réfugiés rwandais installés au Congo après le génocide qui s'est produit dans leur pays en 1994. Elles considèrent cette mesure comme « une non-assistance à personne en danger ».

Dans une récente déclaration, le gouvernement congolais a été formel : « Les 8 460 réfugiés rwandais qui ont refusé le rapatriement volontaire ; qui n'ont pu obtenir une intégration locale ni l'exemption sont en situation irrégulière depuis le 1er janvier », conformément à l'application de la clause de cessation de leur statut.

Mais cette mesure du gouvernement ne passe pas aux yeux de la société civile qui lui demande de revenir sur sa décision.

Aimé Armel Malela et Loamba Moké sont tous deux défenseurs des droits de l'homme. « La meilleure solution aujourd'hui est de chercher à les réinstaller ou de chercher d'autres pays d'accueil. Je crois que c'est la meilleure solution qu'il faudra examiner », selon M. Malela

« Le Congo doit revisiter sa décision ou sa déclaration. C'est ce que nous lui demandons », a dit pour sa part M. Moké

Avant l'application de la clause de cessation, 104 réfugiés ont été rapatriés volontairement ; dix-huit ont sollicité l'intégration locale et 802 autres ont été exemptés jusqu'en 2020.

Arrivés sur le sol congolais après le génocide dans leur pays en 1994, les réfugiés rwandais vivent éparpillés dans plusieurs départements du Congo où ils dépendent essentiellement des activités agropastorales ou encore le petit commerce

TANZANIA :

Tanzania, Rwanda plan railway linking the two nations
Source: Xinhua| 2018-01-14 23:26:51|Editor: yan
http://www.xinhuanet.com/english/2018-01/14/c_136895390.htm

DAR ES SALAAM, Jan. 14 (Xinhua) -- Tanzania and Rwanda on Sunday agreed to construct a 400-kilometer standard gauge railway line from Isaka to Kigali in efforts to connect Rwanda, the landlocked east African country, to the Dar es Salaam port.

Tanzanian President John Magufuli told a news conference in Dar es Salaam after talks with Rwandan President Paul Kagame that the construction of the railway line will be jointly financed by the two countries.

"We have directed ministers of foreign affairs from the two countries to meet next week to start charting out the financing model," said Magufuli.

"We want the construction of the railway line to start immediately because the feasibility studies and all other preparations are complete," said the Tanzanian leader.

Tanzania has already started construction of the standard gauge railway in two phases from Dar es Salaam to Morogoro covering 330km, and from Morogoro to Makutupora in Dodoma covering 426km, using locally sourced funds to the tune of about 3 billion U.S. dollars, according to President Magufuli.

"Both President Kagame and I have agreed to look for loans to speed up the construction of the railway line," said Magufuli.

Magufuli added that Tanzania fully supported president Kagame's candidacy for the AU chairmanship.

"I am happy to work with president Magufuli and other African leaders. They have given me these responsibilities because they are ready to give me support to enable me accomplish my tasks," said Kagame.

UGANDA :

Congo launches offensive against Ugandan rebels in its east

<https://www.reuters.com/article/us-congo-violence/congo-launches-offensive-against-ugandan-rebels-in-its-east-idUSKBN1F20TN>

Fiston Mahamba

January 13, 2018 / 7:41 PM / 2 days ago

GOMA, Congo (Reuters) - Congolese troops began a military offensive in the eastern city of Beni on Saturday against the Allied Democratic Forces (ADF), a Ugandan rebel armed group blamed for an attack that killed 15 United Nations peacekeepers last month.

The operation is part of a joint effort by Democratic Republic of the Congo and Uganda against the group after the suspected ADF attack on a base manned by Tanzanian peacekeeping troops.

That attack, which also killed five Congolese soldiers and wounded another 53 peacekeepers, came amid a rising wave of violence in the mineral-rich, ethnically volatile area.

“Since this morning, we have launched a general offensive against the ADF phenomena,” General Marcel Mbangi, commander in charge of Congo’s North Kivu province, told a new conference.

“This is, for us, the final offensive. We will fight them until the end, until we have secured our territory,” he added.

Residents reported the sounds of gunfire and explosions in Beni on Saturday.

Rival militia groups control parts of eastern Congo long after the official end of a 1998-2003 war in which millions of people died, mostly from hunger and disease.

A surge in militia violence across the country, which followed President Joseph Kabila’s refusal to step down when his mandate expired just over a year ago, has raised fears Congo could slide into all-out war again.

The Islamist ADF has long been active along the Congo-Uganda border and has been blamed for a spate of massacres. Last month Uganda launched air strikes and artillery attacks on ADF positions on its side.

Writing by Tim Cocks; Editing by Ros Russell
Our Standards: The Thomson Reuters Trust Principles.

Uganda: Meat contaminated by toxic chemicals
<http://www.dw.com/en/uganda-meat-contaminated-by-toxic-chemicals/a-42110782>

Some butchers are using dangerous chemicals to preserve meat and keep away flies. Formaldehyde, a chemical used to preserve dead bodies in hospitals, is one of the chemicals being used. Chunks of meat hanging from hooks in a warehouse

In Uganda's capital Kampala, Nakasero market is a one stop center for groceries, ranging from vegetables, fruits, fish and beef. Until a few days ago, nobody questioned why the beef here stayed so fresh. The shocking news is that some butchers use formaldehyde, a chemical used to preserve bodies, to preserve beef.

Now Kampala city council has mounted a stall by stall search. Law enforcement officers have so far arrested 8 butchers and fish sellers believed to be using illegal chemicals. Local residents are angry and bitter.

"This is unbelievable! The food people are eating is contaminated with chemicals. It is unbearable. The government should come and do something. We cannot continue like this. People must abstain from eating any of these contaminated foods," a local resident called Amon told DW. Two inspectors, wearing bright yellow shirts, seem to be checking if the meat is contaminated

Inspectors examine meat, which is not refrigerated, at the market

"From what I have seen today I won't eat meat again. We are living in fear! Please help us. It's the reason why radios keep announcing the outbreak of strange diseases," said another local called Hamza. A man called Henry, a regular customer at the market, told DW, "This operation should be also intensified among milk sellers and meat. Recently, grasshoppers contaminated with chemicals for preserving dead bodies killed people in Kaliisizo town."

Read more: Uganda's 'super beans' - an answer to food insecurity

Who is to blame?

In a move to save the lives of meat consumers, the Kampala Capital Authority and the Ugandan Bureau of Standards have mounted an operation to arrest and close butcher shops that are selling the contaminated meat. But with many locals left shocked and horrified, the obvious question that people are now asking is who is responsible?

"As for me I blame the Ugandan Bureau of Standards and the Ministry of Health. They have the capacity to identify meat that is contaminated with unregulated chemicals, but they have been reluctant," Kampala resident, Wilberforce, told DW.

Two men sitting at a market booth, with large pieces of meat on a counter in front of them.

Meat sold at market stalls is being checked for toxic chemicals

How dangerous are the chemicals?

Consuming chemicals, such as formaldehyde, can be extremely toxic for the human body. According to a spokesperson from the Uganda Industrial Research Institute it could damage internal organs.

"So imagine something put in a dead body to stop it from decomposing. Such chemicals are not allowed in any sort of food product, in whatever quantities. So it showing up in meat products, in Nsenene (grasshoppers) and milk as well — it is illegal. I mean formaldehyde is what is used to treat dead bodies. Imagine that is what you are ingesting? Obviously it is going to be poisoning your body. It's going to stop some body organs from functioning and things like that," the spokesperson told DW.

This was confirmed by Wilfred Emeku, a veterinary pathologist at Makerere University. "If it can kill all organisms then it can also kill the consumer. It can cause damage to the digestive tract, right from the mouth to the lower parts. You would probably expect people to have symptoms like abdominal pain, vomiting, diarrhea and in severe cases even death. Formaldehyde, of course, can destroy human tissue, or even damage the nucleus of the cells and if this occurs, cancers can develop."

Inspectors wearing yellow shirts are also checking the fish at the market

Fish has also been found to be contaminated

Authorities confident of making arrests

Kampala Capital City Authority spokesperson Peter Kaujju told DW that the operation to uncover the illegal use of toxic chemicals will lead to the arrest of the culprits and the closure of non-complying butcher shops. "They should keep their premises clean and hygienic. We will continue to comb all areas. Whoever we come across engaging in non-compliance will be prosecuted in court," he said.

KENYA :

Kenya : deux morts dans une attaque présumée shebab

20h50, le 13 janvier 2018

<http://www.europe1.fr/international/kenya-deux-morts-dans-une-attaque-presumee-shebab-3544961>

Le convoi de quatre bus effectuait le trajet entre Lamu, au nord de la côte kényane non loin de la Somalie, et la principale ville côtière du pays, Mombasa, à plus de 300 kilomètres au sud (photo d'illustration).@ TONY KARUMBA / AFP

Partagez sur :

"Il y a eu un échange de coups de feu entre l'équipe de sécurité qui escortait les bus et les assaillants, au cours duquel un civil a été tué et plusieurs policiers ont été blessés", a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Deux personnes - un policier et un civil - ont été tuées samedi dans l'est du Kenya lors d'une attaque contre un convoi de bus escortés par la police, a appris l'AFP auprès du ministère de l'Intérieur et de sources policières, qui soupçonnent les islamistes somaliens shebab.

Le convoi de quatre bus effectuait le trajet entre Lamu, au nord de la côte kényane non loin de la Somalie, et la principale ville côtière du pays, Mombasa, à plus de 300 kilomètres au sud. Il a été attaqué vers 11h (9h en France) près de la localité de Witu, à une cinquantaine de kilomètres de son point de départ. Depuis près de quatre ans, cette région est régulièrement le théâtre d'attentats menés par les shebab.

Un civil tué. "Il y a eu un échange de coups de feu entre l'équipe de sécurité qui escortait les bus et les assaillants, au cours duquel un civil a été tué et plusieurs policiers ont été blessés", a indiqué Mwenda Njoka, porte-parole du ministère de l'Intérieur, dans un communiqué. La police kenyane n'a pas été en mesure d'indiquer si des assaillants avaient été tués ou blessés dans l'attaque.

Des renforts ont été dépêchés et les quatre bus, qui transportaient chacun 40 à 50 personnes, ont pu continuer leur route "sans qu'il y ait d'autres victimes", a ajouté la même source, selon laquelle l'attaque a été menée par des "terroristes shebab présumés".

Attaque au lance-roquettes. Un haut responsable de la police locale a assuré à l'AFP qu'un policier a également été tué lors de l'attaque et que le civil tué, une femme, se trouvait dans une voiture de police au moment de l'embuscade. Le chef de la police de la région de la côte, Larry Kieng, a précisé que 15 policiers escortaient le convoi et que des assaillants shebab ont tiré "au RPG (lance-roquettes) sur deux voitures de police qui ont pris feu".

Affiliés à Al-Qaïda, les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Depuis son intervention militaire dans le sud de la Somalie en 2011 pour lutter contre les shebab, le Kenya a été la cible de plusieurs attentats meurtriers, notamment ceux du centre commercial Westgate à Nairobi (septembre 2013 - 67 morts) et de l'université de Garissa (avril 2015 - 148 morts).

SOUTH SUDAN :

China and South Sudan Sign Agreement on Economic and Technical Cooperation
(From Chinese Embassy in South Sudan) 2018/01/13

On January 11, 2018, The signing ceremony of the Agreement on Economic and Technical Cooperation between the Governments of China and South Sudan was held in Juba. H.E. He Xiangdong, Chinese Ambassador to South Sudan and Hon. Deng Alor Kuol, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation of South Sudan signed the Agreement. Mr. Zhang Yi, Economic and Commercial Counsellor of the Embassy and senior officials from the Ministry were present at the ceremony.

Ambassador He said that China attaches great importance to developing friendly and cooperative relations with South Sudan. At present, South Sudan is at a critical juncture in the implementation of the peace agreement. China is willing to provide support to the South Sudan's peace process and nation building within its capacity. The signing of this agreement on economic and technical cooperation aims to provide humanitarian aid and help South Sudan in its effort of building radio and television facilities.

On behalf of the South Sudanese Government, Minister Deng Alor thanked China for its strong support and generous assistance. He said that suffering from years of war, South Sudan has serious food shortages and backward communications infrastructure. The aid provided by China will play an important role in alleviating the humanitarian crisis and improving communication facilities in this new country.

In view of the needs of the Government of the Republic of South Sudan, the Government of the People's Republic of China agrees to provide a grant of 63 million US dollars, for humanitarian assistance and the implementation of China-aided projects including the broadcasting facilities.

S. Sudan rebels accuse government of displacements in Upper Nile
<http://www.sudantribune.com/spip.php?article64492>

January 14, 2018 (JUBA) - South Sudan rebels have accused government troops of massively displacing civilians in Payai and Paduay in the wake of the recent clashes that have taken place following the first vice president Taban Deng Gai's visit to the area.

South Sudan's army soldiers drive in a truck on the frontline in Panakuach, Unity state April 24, 2012. (Reuters Photo)

A rebel spokesperson, Lam Paul Gabriel said government forces launched attacks on Saturday and Sunday, forcing civilians to flee homes for safety.

He said pro-government forces attacked Mvolo county, an area controlled by the armed opposition, but were eventually repulsed.

“The regime’s forces decided to station at Mvolo county of the mid-west, which is under the control of the SPLA-IO [armed opposition movement]. They came yesterday [Saturday] evening from Mundri ready for offensives,” further said Lam.

Government troops are also in the spotlight for carrying out attacks on rebels positions at Burbur and Dhorbor in Rubkona county of the former Unity state, allegations Sudan Tribune could not easily verify.

On Friday last week, the Troika countries [United States, Norway and Britain] expressed concerns over continuing reports of the movement of forces by warring parties in South Sudan in violation of the ceasefire agreement, including last week’s movement of hundreds of government troops into the country’s state of Jonglei.

The Troika, in a strongly-worded statement, condemned the continuing pattern of violations of the 21 December, 2017 cessation of hostilities agreement by parties to the revitalization process, and called on all parties to immediately and fully implement the agreement in letter and spirit and ensure humanitarian access throughout the country.

The Troika said it saw strong evidence of violations of the ceasefire agreement by government of South Sudan forces in Unity State and by forces associated with opposition groups, including Sudan People’s Liberation Movement-In Opposition, in Unity State and the Greater Upper Nile region, as witnessed by ceasefire monitors.

The Troika also noted with grave concern the strong evidence from multiple sources linking the attacks in Gudele, Jubek State, on 4 January to former South Sudan army chief of staff, Paul Malong and forces under Lt. Colonel Chan Garang Lual, an SPLA-IO commander.

(ST)

SUDAN :

Sudan deploys more troops to Eritrea border

<http://www.aljazeera.com/news/2018/01/sudan-deploys-troops-eritrea-border-180115053325960.html>

The latest tension was sparked after Sudan signed an agreement to temporarily hand over the Red Sea island of Suakin to Turkey [Mohamed Nureldin Abdallah/Reuters]
more on Sudan

Sudan says it has sent more troops to its eastern border with Eritrea as tension in the Red Sea region continues to rise.

Early this month Khartoum closed its borders with Eritrea and sent troops to its border region of Kassala, following reports that Egypt has deployed troops in Asmara.

"Sudan's national army has sent part of its forces to this area to protect Sudan's security as we have information that some parties are targeting us," Sudanese foreign minister, Ibrahim Ghandour, said after meeting his Ethiopian counterpart Workneh Gebeyehu in Khartoum on Sunday.

Ghandour said that they were not talking "about threats to a country per se" but that they have information that shows there are some who would mean them harm.

"This is why we are anticipating whatever danger can come from there," Ghandour said.

The meeting took place amid deteriorating relations between Sudan and Ethiopia on one side and Egypt and Eritrea on the other. Khartoum has also recalled its ambassador in Cairo following the reports of Egyptian troops presence in Eritrea.

The latest tension was sparked after Sudan signed an agreement to temporarily hand over the Red Sea island of Suakin to Turkey.

Ankara and Khartoum said Turkey would rebuild the ruined, sparsely populated Ottoman island to increase tourism and create a transit point for pilgrims crossing the Red Sea to Islam's holiest city of Mecca. Turkey is also set to build a naval dock on the island.

Egyptian media criticised the agreement and alleged Turkey would build a military base on the island.

Ties between Turkey and Egypt have been frosty for some time.

Ankara strongly condemned Egypt's military coup in 2013, which overthrew democratically elected President Mohamed Morsi of the Muslim Brotherhood.

Political tension between the Egypt, Sudan and Ethiopia has been rising for years over the use of the water of the Nile River and Ethiopia's decision to build the continent's biggest hydroelectric dam on the river.

Egypt has been at odds with Sudan and Ethiopia over the \$4.8bn dam project, with Cairo fearing that its position downstream may affect its access to water from the Nile River basin, which will feed the dam.

Cairo accuses Sudan of supporting the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) project, while Khartoum accuses Egypt of supporting rebels in Sudan.

Meanwhile, Eritrea has fought two border wars with Ethiopia - which has had a decades-long dispute with Egypt over the Nile River water. The border wars left more than 80,000 people dead and the two East African countries are technically still at war.

SOURCE: Al Jazeera News

Sudan officially announces potential security threats from Egypt, Eritrea on eastern borders

Source: Xinhua| 2018-01-11 21:30:51|Editor: Jiaxin

http://www.xinhuanet.com/english/2018-01/11/c_136888836.htm

KHARTOUM, Jan. 11 (Xinhua) -- Sudan on Thursday officially announced that there are potential security threats from Egypt and Eritrea on eastern Sudanese borders.

"The meeting of the Leadership Office of the (ruling) National Congress Party (NCP) has directed for continuation of security arrangements on Sudan's eastern borders after receiving information on potential security threats from Egypt and Eritrea at Sawa area," Ibrahim Mahmoud Hamid, NCP's Deputy Chairman, said in a statement.

Sudan announced early this week the closure of its eastern border with Eritrea and deployed thousands of troops along the border area.

Earlier news reports pointed out that Egyptian military reinforcements have reportedly arrived in Eritrea's military base of Sawa.

On Jan. 4, Sudan said it decided to recall its ambassador to Egypt for consultations.

Relations between Egypt and Sudan have been tense over the past years on various issues, including their difference over the Grand Ethiopian Renaissance Dam which Ethiopia is building on the main sources of the Nile River.

The two countries also have a territorial dispute over the border region of Halayeb and Shalateen, which are currently under Egyptian control.

ETHIOPIA :

Chinese-built and funded Ethiopia-Djibouti electric rail line begins commercial operations.

Posted on Jan 8, 2018

<https://www.smartrailworld.com/chinese-built-and-funded-ethiopia-djibouti-electric-rail-line-begins-commercial-operations>

Hostesses on the chinese-built and funded Ethiopia-Djibouti electric rail line begins commercial operations. (SmartRail World) China's role as the leading influencer on rail in Africa has taken a further step forward this week the official start of commercial operations on the 756-km electrified line connecting landlocked Ethiopia to Djibouti on the east of the continent. This is a crucial link when you consider that more than 95% of Ethiopia's trade passes through Djibouti, accounting for 70% of the activity at the Port of Djibouti. This new line replaces a French built one that served the nations for over 100 years before being abandoned in the early 2000s. Built by two Chinese companies, the first 320 km from Sebeta to Mieso by the China Rail Engineering Corporation (CREC), while the remaining 436 km from Mieso to Djibouti port section was built by the China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC).

Tan Jian, Chinese Ambassador to Ethiopia, stated at the ceremony that he hoped the project would contribute to the industrialization and diversification of the Ethiopian economy, and also towards the country's growth and transformation plan.

"It is the first trans-boundary and longest electrified railway on the African continent. We, the Chinese, see this as earlier harvest project of the Belt and Road initiative. It is regarded by many as

a lifeline project for both countries, for Ethiopia and for Djibouti. And we see this as a railway of development; as a railway of cooperation; and as a railway of friendship," he said.

The standard gauge railway provides both passenger and freight services between Addis Ababa and Djibouti and has been carried out with an investment of 4 billion U.S. dollars with China's Exim Bank providing the loan to cover it.

Rolling Stock on the Chinese-built and funded Ethiopia-Djibouti electric rail line begins commercial operations. Djibouti Ambassador to Ethiopia, Mohamed Idriss Farah, said the railway project would have significant contribution to the economic integration between Djibouti and Ethiopia.

"This is important corridor, important railways between Djibouti and Ethiopia; we are working for our economic integration between our two countries. And this project was part of the economic integration, but not only economic integration but also connecting the peoples of Djibouti and Ethiopia," said the ambassador.

As previously covered on SmartRail World, Chinese rail growth is resulting in the investment of huge sums in infrastructure in Africa, with rail being among the prominent area of funding. And the Horn of Africa, is of particular interest to China, with Djibouti the site of a military base operated by People's Liberation Army Navy (PLAN) of the People's Republic of China – its first ever overseas military base.

EGYPT :

Egypt concerned over Turkey's alleged shipment of explosives to Libya

Source: Xinhua| 2018-01-14 04:23:37|Editor: yan

http://www.xinhuanet.com/english/2018-01/14/c_136893638.htm

CAIRO, Jan. 13 (Xinhua) -- Egypt expressed serious concerns over Turkey's alleged shipment of explosives to war-torn Libya via a ship that was recently intercepted by the Greek authorities, the Egyptian Foreign Ministry said in a statement on Saturday.

Media reports said that Greece's coastguards seized on Wednesday a freighter carrying detonators and explosive materials from Turkey to the port of Misurata northwestern Libya.

"If the news is true, it represents flagrant violation of the arms embargo imposed by the Security Council (on Libya) in accordance with Resolution 2292," Egyptian Foreign Ministry's spokesman Ahmed Abu Zeid said in the statement.

Egypt said that it assigned its diplomats to verify the information and ask the concerned committee at the Security Council to investigate it.

"Egypt's move comes within the framework of immediate confrontation of any violation of arms embargo, for it poses a serious threat to the efforts of the international community in Libya and the chances for stability and political settlement in the country," Abu Zeid added.

Seven years after a 2011 uprising that ended the reign and life of Muammar Gaddafi, Libya is currently engaged in a civil war and run by two rival administrations, one in the capital Tripoli northwestern the country and the other in Tobruk city in the northeast.

Egypt said the shipment of such explosives to Libya undermines the Egyptian national security and the country's anti-terror war as well.

"The international community's efforts in fighting terrorism cannot be complete and fruitful unless all states adopt a strict position in uprooting the sources of financing, arming and sheltering terrorist elements," said the Egyptian statement.

The administration of Egyptian President Abdel-Fattah al-Sisi accuses Turkey, besides Qatar, of supporting terrorism and interfering in Egypt's domestic affairs by hosting fleeing members of the currently outlawed Muslim Brotherhood group of former Islamist President Mohamed Morsi.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan repeatedly rejected the Sisi-led military removal of Morsi in July 2013 and the later massive security crackdown on his supporters.

Since Morsi's ouster, Egypt has been facing a wave of terrorism that killed hundreds of security men as well as civilians, with most of the attacks claimed by a Sinai-based group loyal to the regional Islamic State (IS) terrorist group.

Egypt is concerned about its 1,200 km western border with eastern Libya that has been a smuggling destination of arms and militants over the past few years.

SOUTH AFRICA :

Ramaphosa: ANC is the parliament of the people of South Africa

<http://ewn.co.za/2018/01/13/ramaphosa-anc-is-the-parliament-of-the-people-of-south-africa>

African National Congress president Cyril Ramaphosa delivered the national executive committee's January 8 Statement in East London on Saturday, with the central theme being unity.

JOHANNESBURG - African National Congress (ANC) president Cyril Ramaphosa has described ruling party as the parliament of the people of South Africa, saying ANC leaders will ensure they safeguard and nurture the heritage given to them by their forebears.

Ramaphosa delivered the national executive committee's January 8 Statement in East London on Saturday, with the central theme being unity.

"As we take the ANC into an era of unity, an era of renewal, an era of service to the people of our country. We take this opportunity to reaffirm the ANC's commitment to the values and the principles to which so many of our legends dedicated their loves."

Ramaphosa also appeared to take a swipe at former ANC president Jacob Zuma, saying the fact that Saturday's anniversary celebration started on time is a sign that things have changed within the party.

“From now on we want a new culture to spread around our movement and our country, when we say we will start a meeting at a particular time, that meeting must start without fail.”

He also welcomed Kenyan President Uhuru Kenyatta.

“And we hope that with this visit we will continue to deepen the relationship and strengthen the bonds between our two parties and the peoples of Kenya and South Africa.”

This year has also been declared the year of Nelson Mandela and Albertina Sisulu in an effort to remember those who contributed to the liberation struggle.

WATCH: ANC names 2018 the year of renewal, unity and jobs

ANGOLA :

L'Angola réaffirme son adhésion au principe politique d'une Chine unique

Par : | Mots clés : Angola-Chine-Wang Yi

French.china.org.cn | Mis à jour le 15-01-2018

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2018-01/15/content_50225490.htm

Le ministre angolais des Affaires étrangères Manuel Domingos Augusto a réaffirmé dimanche l'adhésion de son pays au principe politique d'une seule Chine.

Au cours d'un entretien avec son homologue chinois Wang Yi, M. Augusto a déclaré que l'Angola continuait à adhérer au principe politique d'une seule Chine, et soutenait les droits et intérêts légitimes de la Chine sur les questions concernant ses intérêts fondamentaux, y compris le dossier de la mer de Chine méridionale.

L'Angola attache une grande importance à ses relations avec la Chine, a-t-il affirmé, soulignant que ces relations étaient basées sur le respect mutuel et sur un dialogue de nature é équitable.

Selon M. Augusto, l'Angola est prêt à coopérer avec la Chine pour garantir le succès du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC), dont le sommet se tiendra cette année en Chine.

M. Wang a pour sa part indiqué que 35 ans après l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, la Chine est devenue non seulement une partenaire stratégique de l'Angola, mais aussi sa plus importante partenaire commerciale.

La coopération entre les deux pays est fructueuse dans de nombreux domaines, et constitue un excellent exemple de coopération mutuellement avantageuse entre la Chine et l'Afrique, a-t-il ajouté.

Par le sommet du FOCAC à Beijing, la Chine veut renforcer la solidarité et les relations mutuellement avantageuses Chine-Afrique, a affirmé M. Wang.

L'Angola est la deuxième étape de la première tournée diplomatique de l'année du ministre chinois des Affaires étrangères, après le Rwanda et avant le Gabon et Sao Tomé-et-Principe. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

MAROC :

Statut de Jérusalem: le Maroc s'oppose à la Ligue arabe sur le Guatemala – média

Selon un média marocain, le ministre des Affaires étrangères du royaume s'oppose au boycott du Guatemala suite à sa décision de reconnaître Jérusalem capitale d'Israël

Par Times of Israel Staff 14 janvier 2018, 21:29 0

<https://fr.timesofisrael.com/statut-de-jerusalem-le-maroc-soppose-a-la-ligue-arabe-sur-le-guatemala-media/>

A droite, le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita. Puis de gauche à droite : Le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Shoukry, le ministre des Affaires étrangères saoudien Adel al-Jubeir, le chef de la Ligue arabe Ahmed Abul Gheit, le ministre des Affaires étrangères jordanien Ayman Safadi, le ministre d'Etat des affaires étrangères des EAU Anwar Gargash, le ministre des Affaires étrangères de l'AP Riyad al-Malki au cours d'une rencontre dans la capitale jordanienne d'Amman le 6 janvier 2018 (Crédit : AFP Photo/Khalil Mazraawi)

A droite, le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita. Puis de gauche à droite : Le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Shoukry, le ministre des Affaires étrangères saoudien Adel al-Jubeir, le chef de la Ligue arabe Ahmed Abul Gheit, le ministre des Affaires étrangères jordanien Ayman Safadi, le ministre d'Etat des affaires étrangères des EAU Anwar Gargash, le ministre des Affaires étrangères de l'AP Riyad al-Malki au cours d'une rencontre dans la capitale jordanienne d'Amman le 6 janvier 2018 (Crédit : AFP Photo/Khalil Mazraawi)

On se souvient que le Guatemala, quelques jours après la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, avait emboîté le pas à la diplomatie américaine en affichant la même désir vis-à-vis de la ville « trois fois sainte ».

Mais le Guatemala, s'il gagne ainsi les faveurs du président américain, a pris le risque de se mettre à dos le monde arabe.

Recevez gratuitement notre édition quotidienne par mail pour ne rien manquer du meilleur de l'info
Inscription gratuite !

La Ligue arabe, qui regroupe 22 Etats membres, a ainsi appelé au boycott du Guatemala. Une décision contre la laquelle s'est élevé le ministre des Affaires étrangères marocain Nasser Bourita, qui l'a qualifiée de « boycott de la cardamone, » selon le journal en ligne marocain Le Desk.

La cardamone est le principal produit d'exportation du Guatemala vers les pays arabes.

« Dans une intervention devant la Chambre des représentants le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, s'est dit contre la « politique des doubles standards » consistant à « punir les petits pays et non les grands », dans une référence implicite à États Unis, » rapporte le journal.

Il note également que le récent rapprochement du Maroc et du Guatemala, concrétisé par la récente ouverture d'une ambassade à Rabat, pourrait être à l'origine de ce soutien du royaume chérifien au pays qui compte 25 000 producteurs de cardamome.

UNION AFRICAINE :

Une première base pour la Force africaine en attente, futur bras armé de l'Union africaine
TV5MONDE / Commentaire : A. Delpierre - Montage : C. Lannoy

L'Union africaine (UA) se dote enfin d'une base logistique pour la Force africaine en attente (FAA), un site inauguré vendredi 5 janvier 2017 à Douala au Cameroun. Faute de financement, le lancement de la FAA, censée être le bras militaire de l'UA a été repoussé à maintes reprises depuis 15 ans...

06 jan 2018 par TV5MONDE avec AFP

Cette base logistique, la première pour la Force africaine en attente (FAA), est installée sur deux sites de 10 et 15 hectares à Douala, capitale économique du Cameroun.

Inaugurée vendredi par le Premier ministre camerounais Philemon Yang, elle est constituée notamment d'entrepôts pour du matériel militaire, et "prévoit un accès immédiat à l'équipement et au matériel requis pour le déploiement rapide lors des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine", a déclaré à la presse le ministre camerounais de la Défense, Joseph Beti Assomo.

Cinq brigades, 20.000 hommes

La FAA doit être composée de cinq brigades - disposant chacune de son propre commandement - correspondant aux cinq blocs politico-économiques du continent: Afrique du Nord, de l'Ouest, centrale, australe et de l'Est.

"L'Afrique traverse des moments difficiles. Il faut effectivement une force en attente pour pouvoir faire face aux différentes attaques terroristes et autres conflits", a commenté Roger Kodo Ndong, président du Parlement panafricain. "C'est une très grande réalisation dans le cadre de la mise en place de l'architecture africaine de gouvernance."

En théorie composée d'environ 20.000 hommes, cette force devrait répondre aux besoins de troupes sur de nombreux théâtres de conflit en Afrique mais elle n'a pour l'heure jamais vu le jour.

Une force toujours en attente... de naître

Francis Koffi Tomety, consul du Togo, estime que la création de cette base "est une bonne initiative", pour lancer cette force toujours dans l'attente de naître et tenter de prévoir les conflits potentiels et y apporter une réponse. "Nous l'avons longuement attendue, c'est vrai qu'il y a des conflits, on souhaite toujours qu'il y ait la paix, mais il est toujours important qu'il y ait un encadrement. Cette base est importante dans la mesure où le Cameroun a une position particulière en Afrique", Francis Koffi Tomety, consul du Togo.

La FAA a été prévue dès la constitution de l'UA en 2002, dont elle doit être le bras militaire, mais son lancement a été à plusieurs reprises repoussé, faute de financement principalement. En 2015, un

premier exercice d'entraînement de soldats d'une douzaine de pays africains avait eu lieu en Afrique du Sud, laissant planer l'espoir -qui n'a pas eu de suite- d'une mise en place rapide de la Force panafricaine.

Union africaine: inauguration de la base logistique continentale

Mardi 9 Janvier 2018 - 11:00

<http://www.adiac-congo.com/content/union-africaine-inauguration-de-la-base-logistique-continentale-77686>

Le site devant abriter le pôle logistique du continent a été ouvert à Douala par le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, et le Premier ministre du Cameroun, Philémon Yang.

L'inauguration de la Base logistique continentale (BLC) de l'UA a eu lieu en présence de plusieurs personnalités parmi lesquelles le président du parlement panafricain, des membres du gouvernement camerounais, des autorités militaires du Cameroun, des membres du corps diplomatique accrédités au Cameroun et des représentants des partenaires stratégiques de l'UA.

Un protocole d'accord lie l'UA et le Cameroun depuis octobre 2015, attribuant deux sites à l'UA, pour la construction et la rénovation de bâtiments dont la fonction est le stockage, le maintien et la gestion de matériels et équipements pour les opérations de paix et les actions humanitaires de l'UA.

Considéré comme le centre d'excellence du soutien aux missions de l'UA, ce site est en outre chargé d'assurer la formation technique du personnel spécialisé et des opérateurs. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a remercié le Cameroun pour "son action soutenue au service de la paix et de la stabilité en Afrique, qu'illustre [son] engagement dans la lutte contre le terrorisme et [sa] contribution généreuse pour l'implantation de ce pôle logistique continental à Douala".

Puis le commissaire de l'UA a exprimé "l'impératif d'une large mobilisation, notamment des Etats membres de l'UA, des communautés économiques régionales et mécanismes régionaux ainsi que des partenaires stratégiques, pour assurer la pleine fonctionnalité et la pérennité de la BLC, maillon essentiel de l'opérationnalisation de la Force africaine en attente". Ajoutant la détermination de l'UA "à valoriser cet investissement et en assurer un fonctionnement efficace et efficient". Il a aussi souhaité un partenariat élargi avec les Nations unies et ses organes spéciaux, dans le soutien des missions et les actions humanitaires.

Le ministre délégué en charge de la Défense, Joseph Beti Assomo, a réitéré le soutien du Cameroun et "son engagement pour accompagner l'UA jusqu'à l'opérationnalité totale de la BLC", avant de procéder, avec le commissaire Smaïl Chergui, à la signature du Certificat de cession de la BLC à l'UA.

USA - AFRIQUE :

USA: "Je ne suis pas raciste", assure Donald Trump

15 janvier 2018

<https://www.voaafrique.com/a/usa-je-ne-suis-pas-raciste-assure-donald-trump/4207923.html>

Le président américain Donald Trump a assuré dimanche qu'il n'était "pas raciste" après que des médias ont rapporté ses propos sur l'immigration en provenance de "pays de m...", suscitant un torrent d'indignation à travers le monde.

"Je ne suis pas raciste. Je suis la personne la moins raciste que vous ayez jamais interviewée, je peux vous le dire", a déclaré à des journalistes le président américain depuis son club de golf de West Palm Beach, en Floride où il dînait dimanche avec le chef de la majorité de la Chambre des représentants.

Le milliardaire avait déjà affirmé vendredi dans un tweet n'avoir "jamais dit de mal des Haïtiens", après avoir déjà nié l'utilisation de l'expression "pays de m..." pour qualifier Haïti lors d'une réunion sur l'immigration jeudi.

"Le langage que j'ai utilisé lors de la réunion était dur mais ce ne sont pas les mots utilisés", affirmait sur Twitter le milliardaire dans une formule alambiquée.

Quelques minutes plus tard, le sénateur démocrate Dick Durbin, présent lors de la réunion, assurait pourtant que le président avait bien utilisé "plusieurs fois" l'expression injurieuse.

"Pourquoi est-ce que toutes ces personnes issues de pays de m... viennent ici ?", a demandé le président Trump lors des discussions jeudi, selon le Washington Post, citant plusieurs sources anonymes.

Selon elles, M. Trump faisait référence à des pays d'Afrique ainsi qu'à Haïti et au Salvador, expliquant que les Etats-Unis devraient plutôt accueillir des ressortissants de la Norvège.

Donald Trump a également déclaré dimanche qu'il essayait de conclure un accord sur l'immigration mais que ses adversaires démocrates n'étaient d'aucune utilité en la matière.

"Nous sommes prêts, désireux et capables d'obtenir un accord sur le Daca", a-t-il dit. Le programme Daca (Deferred Action for Childhood Arrival), hérité de l'administration de Barack Obama, permet à 690.000 jeunes immigrés de travailler et d'étudier aux Etats-Unis en toute légalité, bien qu'entrés illégalement aux Etats-Unis alors qu'ils étaient enfants.

"Je ne pense pas que les démocrates veulent le conclure. Les gens du Daca devraient savoir que les démocrates ne vont pas le conclure", a-t-il martelé.

En septembre, M. Trump a abrogé le programme et donné jusqu'au 5 mars au Congrès pour trouver un compromis.

Les législateurs démocrates "ne veulent pas de sécurité à la frontière", a soutenu le président.

"Il y a des gens qui affluent. Ils ne veulent pas arrêter (le trafic) de drogue et ils veulent réduire le budget de notre armée, ce que nous ne pouvons pas faire", selon lui.

Avec AFP

CHINE - AFRIQUE :

L'Afrique demeure une priorité de la diplomatie chinoise

Xinhua | 15.01.2018 08h17

<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2018/0115/c31354-9315156.html>

La tradition diplomatique de la Chine voulant que ses ministres des Affaires étrangères choisissent, chaque année, l'Afrique comme destination de leurs premières visites à l'étranger montre que l'Afrique est toujours une priorité de la diplomatie chinoise, a indiqué samedi à Kigali le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en visite au Rwanda.

Cette tradition diplomatique se poursuit depuis 28 ans, a fait remarquer M. Wang lors d'une conférence de presse à l'issue d'une entrevue avec le président rwandais Paul Kagame, ajoutant que la Chine était toujours l'ami et le partenaire le plus fiable de ses frères africains.

Il a également présenté les attentes de son pays concernant le sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA) qui aura lieu cette année à Beijing, un forum officiel établi en 2000 avec pour objectif de renforcer la coopération amicale entre les deux parties.

Le FCSA est un canal important permettant de mener un dialogue collectif et d'approfondir la coopération mutuellement bénéficiaire entre la Chine et l'Afrique, car il constitue la plateforme la plus grande et la plus productive pour les 29 pays membres de la coopération Sud-Sud, a souligné le ministre chinois.

Le sommet du FCSA en décembre 2015 à Johannesburg (Afrique du Sud) s'est tenu avec un grand succès, a indiqué M. Wang, ajoutant que la Chine était disposée à renforcer la communication et la consultation avec les amis africains pour élever le sommet de Beijing de cette année à un nouveau niveau.

De nombreux pays africains apprécient et soutiennent l'initiative "la Ceinture et la Route" proposée par le président chinois Xi Jinping, et la Chine souhaite insuffler un nouvel élan à la coopération avec l'Afrique à travers la mise en oeuvre conjointe de cette initiative, a-t-il souligné.

En tant qu'extension naturelle et historique de "la Ceinture et la Route", l'Afrique ne devrait pas être absente dans le processus de co-construction, et ne devrait pas non plus être laissée derrière dans le développement mutuel de la Chine et du monde, a ajouté M. Wang.

Le ministre chinois, qui est en Afrique pour sa première tournée à l'étranger de l'année, se rendra également en Angola, au Gabon et à Sao Tomé et Princes, après son séjour au Rwanda.

(Rédacteurs : Yishuang Liu, Guangqi CUI)

Le partenariat France-Chine en Afrique déterré par Emmanuel Macron

<http://www.france24.com/fr/20180110-france-chine-afrique-emmanuel-macron-xi-jinping-partenariat-afd-developpement-climat>
Mark Schiefelbein, pool, AFP | Emmanuel Macron et Xi Jinping, le 9 janvier 2018 à Pékin.

Texte par Romain BRUNET

Dernière modification : 10/01/2018

Emmanuel Macron a évoqué mardi à Pékin une coopération France-Chine en Afrique. Un projet au point mort depuis quelques années, mais qui pourrait enfin prendre forme sur les questions climatiques et sécuritaires.

Ce n'était pas le dossier le plus important de la visite d'État d'Emmanuel Macron en Chine (8-10 janvier). Le président français ne l'a d'ailleurs évoqué que l'espace d'une petite minute, mardi 9 janvier, durant son discours prononcé au côté de Xi Jinping. Mais l'annonce de la signature d'un partenariat entre la China Development Bank et l'Agence française de développement (AFD) pour soutenir des projets en Afrique en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique, pourrait donner un coup d'accélérateur à la coopération franco-chinoise sur ce continent.

>> À lire : Emmanuel Macron et Xi Jinping resserrent leurs liens pour faire face aux défis globaux

"Nous avons décidé d'approfondir notre concertation sur l'Afrique, où la Chine est de plus en plus présente, a ainsi affirmé Emmanuel Macron. Et l'objectif est de faire émerger des projets qui soient réellement utiles à l'avenir du continent et répondent aux aspirations des Africains. C'est l'esprit de l'accord-cadre signé devant nos yeux il y a quelques instants entre la China Development Bank et l'Agence française de développement, avec comme axe stratégique le climat."

Une déclaration qui semble marquer un tournant dans la volonté française de travailler avec la Chine en Afrique, puisqu'elle met davantage l'accent sur une politique d'aide et de soutien au développement de l'Afrique plutôt que sur les aspects économiques.

Il est vrai que la coopération entre la France et la Chine en Afrique n'est jusqu'ici jamais entrée dans le concret. Officiellement lancés en juillet 2015, les "partenariats franco-chinois en marchés tiers", qui ciblaient prioritairement l'Asie et l'Afrique, encourageaient les entreprises françaises et chinoises "à dépasser les schémas de sous-traitance traditionnels pour laisser place à des formules nouvelles de cotraitance, de coproduction et de cofinancement" en misant sur la complémentarité.

"Le projet initial ne fonctionnait pas"

Problème : malgré de nombreuses discussions sur le sujet en 2016, aucun projet n'a abouti. Après avoir été plusieurs fois reporté ces deux dernières années, le sommet Chine-France-Afrique prévu à Dakar n'a tout simplement jamais eu lieu. Et avant le départ d'Emmanuel Macron pour la Chine, l'Élysée a bien évoqué un projet en Namibie, mais sans pouvoir en dire davantage.

"Le projet initial ne fonctionnait pas, c'était un bébé quasiment mort-né, analyse Thierry Pairault, directeur de recherche émérite au CNRS spécialiste des relations entre la Chine et l'Afrique, contacté par France 24. Il a rencontré des obstacles institutionnels majeurs et les entreprises elles-mêmes n'étaient pas intéressées. Les grandes multinationales déjà implantées n'en avaient pas besoin et les PME françaises qui auraient pu être tentées étaient frileuses car elles ne savaient pas comment protéger leurs intérêts face aux Chinois. La confiance n'était pas là."

>> À lire : "La Chine ne perçoit pas la France comme un partenaire important"

Il y avait pourtant, sur le papier, une certaine logique à développer un partenariat tripartite dans certains secteurs. Mais encore fallait-il avoir la volonté de trouver des entreprises complémentaires qui ne risquaient pas de se voler des techniques ou des clientèles.

"Il suffisait de chercher dans des secteurs relativement neutres d'un point de vue politique et qui pouvaient bénéficier aux trois parties, estime Thierry Pairault, citant l'exploitation du coton. Celle-ci pourrait se faire avec l'expertise française pour organiser les petits producteurs indépendants en partenariat avec des entreprises chinoises le transformant sur place avec des machines chinoises. Il y avait des choses phénoménales à faire dans le domaine agricole."

La Chine va travailler "au renforcement du G5 Sahel"

Face à ces blocages, Emmanuel Macron a donc changé de braquet. Plutôt que de parler des entreprises privées, c'est sur les banques publiques d'investissement qu'il a choisi de miser pour obtenir des résultats d'une part, et faire en sorte que ces projets soient utiles au développement de l'Afrique, d'autre part.

Dans l'immédiat, il y a toutefois probablement plus de chances de voir des avancées dans la coopération franco-chinoise sur la question du terrorisme. "Nous sommes également d'accord pour travailler ensemble au renforcement du G5 Sahel", a annoncé mardi Emmanuel Macron.

>> À voir : G5 Sahel, une force militaire régionale pour mettre fin à l'opération Barkhane ?

La France est très active depuis plusieurs mois pour mettre sur pied cette force militaire conjointe des cinq États du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad). Ayant pour objectif de lutter contre le terrorisme dans cette zone stratégique, le G5 Sahel ambitionne à terme de porter ses effectifs à 10 000 hommes, mais il lui manque des financements.

Or, Pékin a besoin de sécuriser ses investissements en Afrique et son projet de "nouvelles routes de la soie". Déjà engagée militairement au Sahel avec la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (Misma), ainsi que dans plusieurs autres missions de maintien de la paix sur le continent, la Chine, qui a ouvert sa première base militaire à l'étranger en 2017 à Djibouti, devrait donc participer au financement de la force du G5 Sahel. Même si là encore, ni chiffre précis, ni calendrier n'ont été communiqués par Emmanuel Macron et Xi Jinping.

Première publication : 10/01/2018

INDE - AFRIQUE :

Services financiers - Sudhir Sesungkur : «L'inde et l'Afrique sont prometteurs»

13 janvier 2018 Par Vijayan Ayassamy 1 Commentaire

<http://defimedia.info/services-financiers-sudhir-sesungkur-linde-et-lafrique-sont-prometteurs>

Sudhir Sesungkur

Une réunion a rassemblé des opérateurs du secteur du Global Business, notamment des Offshore Management Companies (OMC) et Sudhir Sesungkur, ministre des Services financiers et de la Bonne gouvernance, vendredi.

Chiffres à l'appui, ce dernier a démontré que le marché indien reste toujours porteur pour Maurice, ainsi que l'Afrique où les investisseurs internationaux ont utilisé Maurice comme plateforme pour y investir. « Les OMC ont exprimé des appréhensions après que nous avons signé le traité avec l'Inde. C'était une occasion pour moi de leur expliquer ce qu'est la situation réelle. Les dernières statistiques de la Financial Services Commission ont été déterminantes pour corroborer concrètement la situation. Les chiffres indiquent une stabilité, voire une croissance, dans certaines filières et aussi dans certains marchés, où l'on a observé des développements positifs, grâce à de nouveaux types de services. Nous avons démontré que l'Inde représente toujours un marché porteur, mais nous devons revoir certaines stratégies », a fait valoir Sudhir Sesungkur.

Le ministre ajoute aussi que les statistiques dévoilent que l'Afrique bénéficie davantage du centre financier de Maurice. « Il y a beaucoup d'investissements concluants dans pas mal de pays du continent, grâce à des facilités offertes aux investisseurs mondiaux qui utilisent Maurice comme plateforme pour investir en Afrique. » Le ministre souligne également que les opérateurs locaux ont soulevé certains problèmes et certaines opérations à aborder.

UNION EUROPEENNE - AFRIQUE :

5ème Sommet Union africaine - Union européenne : entre élan de la jeunesse et défense des migrants

<https://www.taurillon.org/5eme-sommet-union-africaine-union-europeenne-entre-elan-de-la-jeunesse-et>

28 décembre 2017, par Lucie Pagnat

C'est à Abidjan que s'est tenu les 29 & 30 novembre dernier le cinquième sommet entre Union africaine et Union européenne (UA-UE). Dirigeants africains et européens y ont adopté une déclaration commune concernant le partenariat UE-Afrique se focalisant sur quatre domaines stratégiques : perspectives économiques pour les jeunes, paix & sécurité, mobilité & migration et coopération sur la gouvernance.

“L'Union européenne est le partenaire le plus important de l'Afrique et son voisin le plus proche, le premier investisseur au monde pour l'Afrique, son principal partenaire commercial, le premier fournisseur d'aide au développement et d'assistance humanitaire à l'Afrique ainsi que le premier contributeur à la paix et à la sécurité sur ce continent. Et ce sommet a démontré notre détermination à renforcer encore plus notre partenariat”, déclarait Donald Tusk, Président du Conseil européen. [1] Cette cinquième rencontre était fort attendue pour poser la stratégie future, succédant ainsi au plan 2014-2017 qui résultait du quatrième sommet UA-UE datant des 2 et 3 avril 2014 à Bruxelles. “Investir dans la jeunesse pour un avenir durable”

Priorité absolue pour l'Afrique comme pour l'UE, la jeunesse était le thème central de ce sommet car il faut s'empresse de savoir répondre aux besoins de près de 60% de la population africaine qui a aujourd'hui moins de 25 ans.

Comme un prologue à ce sommet, les 9 et 11 octobre dernier se tenait le quatrième Sommet de la jeunesse Afrique-Europe. Réunissant 120 jeunes représentants, ce juvénile sommet a abouti sur la Déclaration d'Abidjan, [2] livret de recommandations thématiques qui fut le point de départ des propositions de l'Initiative UE-UA d'inclusion de la jeunesse. Espérant souligner le rôle vital des

organisations de jeunes, la Déclaration devait capter l'attention des gouvernements et institutions pour qu'ils orientent leurs investissements au bénéfice de la jeunesse.

Donald Tusk déclarait lors de l'ouverture du sommet UA-UE : "Je tiens à saluer tout particulièrement les jeunes africains et européens qui sont présents aujourd'hui avec nous. Vous représentez un groupe qui a travaillé d'arrache-pied au cours des derniers mois. Vous attendez à juste titre que nous vous écoutions lorsque nous discutons de priorités et d'actions pour les prochaines années et que nous vous incluions dans leur mise en œuvre, parce que c'est vous qui les poursuivrez à l'avenir. Notre tâche, en tant que dirigeants, est de prendre des décisions qui offriront un avenir plus sûr et plus prospère à tous nos jeunes, tant en Afrique qu'en Europe."

Le pluriel appel du Sommet jeunesse Afrique-Europe

Parmi les recommandations des jeunes pour l'Agenda 2030 pour un développement durable, ils appellent à adopter une approche intersectorielle et participative des politiques de jeunesse, visant à opter pour une coordination, une intégration et une participation efficaces et élargies des jeunes dans les processus d'élaboration des politiques. [3]

En matière d'éducation, la Déclaration appelle à une reconnaissance mutuelle des diplômes et une autre validant les compétences, notamment informelles acquises au sein d'associations et d'organisations de jeunes. L'accent doit être mis sur la mobilité des étudiants et des jeunes professionnels.

En matière de travail et d'entrepreneuriat, les jeunes sollicitent les gouvernements à travailler étroitement avec les parties prenantes et acteurs économiques afin de booster l'investissement et l'interopérabilité entre les deux continents.

En matière de gouvernance et d'activisme, les jeunes appellent à soutenir financièrement des espaces d'échanges et d'apprentissage entre eux pour soutenir la participation des jeunes issus de groupes vulnérables. Ils appellent également à l'alignement de l'âge de la candidature sur l'âge électoral. La Déclaration d'Abidjan du Sommet Jeunesse invite les institutions à collaborer avec les jeunes afin de créer une Charte européenne de la Jeunesse en prenant exemple sur la Charte africaine afin de pouvoir concrétiser les partenariats jeunes entre nos deux continents.

Avec un plan d'investissement en Afrique à hauteur de 44 millions d'euros d'ici à 2020, de nouvelles possibilités d'emploi pour les jeunes de l'ensemble du continent africain devrait s'ouvrir.
Mobilité & migration : l'inquiétude sur la situation libyenne

La migration est une responsabilité conjointe. "Il est dans notre intérêt d'avoir une migration ordonnée plus contrôlée, plus humaine et plus durable", déclarait Donald Tusk dans son discours d'ouverture. Alarmé par le documentaire choc de la chaîne américaine CNN, le gouvernement libyen d'union nationale (GNA) a décidé d'ouvrir une enquête sur des actes d'esclavage et de traitements inhumains et dégradants de migrants clandestins par des criminels en Libye. C'est dans cet horifique contexte que les dirigeants africains et européens ont signé une déclaration commune sur la situation des migrants en Libye.

Donald Tusk a déclaré : "Les migrations ont un impact considérable sur nos deux continents. Il est donc de notre responsabilité commune de reconnaître qu'elles représentent un élément important de nos relations et qu'elles nécessitent que nous agissions de concert. Cela vaut tout particulièrement en ce qui concerne la situation en Libye, où l'on assiste aux abus les plus cyniques à l'égard d'êtres humains. Permettez-moi de lancer une nouvelle fois un appel en vue d'imposer des sanctions des Nations unies à l'égard des passeurs et trafiquants d'êtres humains. Et permettez-moi également de

dire que nous ne serons d'aucune efficacité si nous ne garantissons pas aux personnes retenues en Libye et ailleurs la possibilité de retourner chez elles en toute sécurité.”

Saluant les récents efforts du président du conseil Libyen dans la prise de mesures appropriées pour la résolution de ce trafic d'êtres humains, les dirigeants du Sommet UA-UE ont appelé à renforcer la coopération internationale, tant politique que judiciaire, pour permettre de lutter immédiatement contre les auteurs de tels crimes (y compris en gelant leurs avoirs) en vue de leur comparution en justice.

C'est face à cette crise que les dirigeants du Sommet UA-UE ont décidé de la mise en place d'un groupe de travail commun en matière de migration qui aura un triple objectif : sauver et protéger la vie de migrants et de réfugiés, notamment en Libye accélérer les retours volontaires assistés vers le pays d'origine accélérer la réinstallation des personnes ayant besoin d'une protection internationale. A ce jour, 13 000 retours volontaires assistés de migrants ont déjà été effectués par des agences des Nations-Unies. Pour protéger et pérenniser cette dynamique, l'accès aux organisations internationales et aux fonctionnaires consulaires des pays d'origine sera facilité.

Union africaine, Union européenne, Nations-Unies, le gouvernement libyen, les pays d'origine et de transit se sont ainsi engagés à prendre les moyens et actions nécessaires afin d'accélérer exponentiellement ce travail. Souhaitant une résolution durable à la crise persistant actuellement en Libye, tous ces acteurs se sont engagés à transmettre un messages commun et à coordonner leurs actions. “Ce qui se passe en Afrique compte pour l'Europe et ce qui se passe en Europe compte pour l'Afrique”, affirme Jean-Claude Juncker. Le partenariat Union africaine-Union européenne est un investissement dans notre avenir commun, qu'il faut s'activer de défendre et d'embellir.

À propos de l'auteur
Lucie Pagnat

Élève-avocat en Droit de la santé et Droit européen, Lucie est spécialisée en contrefaçon de médicaments.

Elle est actuellement porte-parole des Jeunes Européens France en charge des relations publiques et de JE ambassadeurs.

Twitter : @LuciePagnat
Notes

[1] Intervention du Président Donald Tusk, conférence de presse, 5e sommet UA-UE.

[2] The Abidjan Declaration, 4th Africa-Europe Youth Summit, 9-11 October 2017.

[3] <http://www.sommetuaue2017.ci/pre-sommet-sur-la-jeunesse-abidjan-29-novembre-2017/>